

Rwanda : « un cirque malheureux »

@rib News, 05/07/2012 â€“ Source Le Vif/L'Express ne de l'opposition rwandaise, Victoire Ingabire, présidente du parti FDU-Inkingi, risque la perpétuité pour Â«Â divisionnismeÂ Â» et Â«Â terrorismeÂ Â». Le verdict a été ajourné au 7 septembre 2012. Les juges ont estimé qu'ils avaient besoin de plus de temps pour délibérer. Résidente aux Pays-Bas à l'époque du génocide de 1994, cette opposante de longue date au président Kagame avait pris le risque de revenir au pays pour concourir à l'élection présidentielle de 2010. Opération rat e : non seulement son parti n'a pas été légalisé, mais cette femme s'est retrouvée en prison peu après la victoire stalinienne (93 %) de Paul Kagame. Les préventions ne sont pas légères. Elle est accusée entre autres d'actes terroristes en lien avec des groupes armés au Congo, de propager l'idéologie du génocide et d'avoir porté atteinte à la sécurité internationale. Le tribunal a requis la prison à vie. Sans doute n'avait-elle pas mesuré l'extrême sensibilité de ce pays qu'elle ne connaissait plus. Dès son arrivée à Kigali le 16 janvier 2010, elle s'était précipitée pour déposer une gerbe au mémorial de Gisozi, lieu fondateur du nouveau Rwanda. Â« Nous honorons ici les victimes tutsi du génocide, avait-elle déclaré. Mais des Hutu ont également été victimes de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, et ils ne sont pas honorés ici. Les Hutu souffrent aussi ! Â» En deux phrases, elle s'attaquait aux tabous qui permettent au régime de tenir le pays d'une main de fer. Elle a aussitôt été rangée dans le camp des adeptes du Â« divisionnisme Â» (qui consiste à la distinction entre Hutu et Tutsi) et surtout du Â« double génocide Â», des préventions assorties de lourdes peines, et au passage fréquemment invoquées pour se débarrasser des opposants. Â« Mes droits sont constamment violés Â» Présentée par ses partisans comme une Aung San Suu Kyi rwandaise, Ingabire réfute toutes les charges et prétend n'avoir us  que de son droit à la libre expression. Depuis le 16 avril dernier, elle a décidé de boycotter la suite de son procès. Â« Mes droits sont constamment violés Â», a-t-elle dénoncé. Dans la foulée, elle a demandé à ses avocats, le Rwandais Gatera Gashabana et le Britannique Ian Edwards Â« de rester en dehors de ce cirque malheureux Â». Le tribunal avait notamment ordonné la fouille de la cellule d'un témoin de la défense. Â« Au cours de ce procès, mes avocats ont été privés du droit de contre-interroger les témoins du procureur et même du droit de parler Â», s'est indign e Ingabire, qui conteste également la rétroactivité des lois invoquées. La rumeur est revenue récemment qu'elle aurait demandé pardon   Kagame. Â« De fait, elle a écrit une lettre au président, reconnu t Me Gatera, que Le Vif/L'Express a pu rencontrer à Kigali. Mais sa demande de pardon s'adressait d'abord aux gens qu'elle aurait pu blesser par ses propos. Ce n'était en aucun cas un aveu de culpabilité. Â» Selon l'avocat, Ingabire Â« a fait acte de courage en revenant au pays, elle voulait palper de près la réalité, considérant qu'il ne servait à rien d'être à l'extérieur Â». En se sacrifiant, elle tenterait d'enrayer le système et de provoquer un changement de gouvernance. Â« Que je meure ou vive, que je sois détenue ou lib r e, le fruit de notre travail ne sera jamais effacé, écrivait-elle récemment. La portée de ce mouvement va plus loin que mon humble personne. Â» Mais à l'inverse d'Aung San Suu Kyi, le sort d'Ingabire, pas plus que celui des autres prisonniers politiques au Rwanda, n'émeut pas grand monde dans les capitales occidentales. Elles rechignent à se fâcher avec l'homme fort de la sous-région, considérée avant tout comme un champion du développement.